

Recension. Antoine Vatan. 2022. *La situation de la classe laborieuse en France*. Paris, Éditions Delga.

Écrit dans un langage résolument marxiste, l'ouvrage d'Antoine Vatan, professeur d'économie à l'Université de Nanterre, a pour objectif de faire un état des lieux de l'exploitation capitaliste en France et dans le monde. L'auteur avait déjà mené une première étude en 2018 avec Sophie Piton sur la baisse de la part de la richesse produite revenant aux travailleurs en Europe et aux États-Unis (Piton et Vatan, 2018), qui pointait notamment le rôle d'une envolée des profits (par une concentration accrue des entreprises et un mode de gouvernance en faveur des actionnaires). Ce nouveau livre apparaît comme un prolongement, davantage tourné sur la France et dans une perspective *de classe*.

Antoine Dumont
Professeur de Sciences
Économiques et
Sociales
Académie d'Amiens

Dans l'introduction, Vatan expose son ambition d'analyser les changements de forme dans le rapport de production. Après un rappel limpide de l'analyse marxiste du rapport de production capitaliste (p. 10), l'auteur montre que ce rapport reste toujours d'actualité. D'ailleurs, ceci est aussi le cas pour les travailleurs indépendants dont le caractère « mixte » du revenu est trompeur. Car sans fournir un travail eux-mêmes, les indépendants ne peuvent pas vivre uniquement de la propriété du capital, contrairement aux capitalistes. Ces changements de forme dans le rapport de production expliqueraient les évolutions du partage de la valeur ajoutée, la part du produit intérieur brut (PIB) marchand revenant aux travailleurs passant de 82 % en 1949 à 67 % en 2019 – témoignage d'une élévation du taux d'exploitation.

On conseillera au lecteur un détour par l'annexe n°1 afin de mieux appréhender la suite du raisonnement. Cette partie du livre expose la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. D'après Marx, le taux de profit – rapport entre le surplus et l'investissement en capital nécessaire à la production (capital variable, représentant la force de travail et capital constant, les moyens de production) – est censé décroître. Ceci par la concurrence entre capitalistes qui les incite à substituer le capital constant au capital variable pour profiter d'un avantage temporaire. Or, et c'est là que Vatan intervient, cette loi ne suppose pas que le taux de profit soit empiriquement à la baisse : la classe capitaliste peut s'efforcer – au choix – de dévaloriser le capital constant, d'accroître la corvéabilité ou de comprimer le niveau du capital variable. Ce sont ces efforts pour contrer la loi qui la valident, plus que l'analyse graphique du taux de profit [1].

C'est justement la logique du chapitre 1. Le capitalisme a atteint un nouveau stade, l'impérialisme. Ce stade consiste en l'application de mécanismes visant à relever le taux de profit, que l'auteur met en évidence. Dans un contexte mondialisé, le capital s'exporte là où le taux d'exploitation est supérieur, notamment dans l'industrie. Vatan le montre en analysant les flux d'investissements directs étrangers (IDE) et la part décroissante de l'industrie dans la valeur ajoutée en France. En même temps, les moyens de production se concentrent, ce qui permet des économies d'échelles (compression du capital constant et tendance au monopole). Vatan souligne ainsi l'importance accrue des « grandes entreprises » dans l'économie française qui détiennent 47% des immobilisations corporelles (assimilées au capital constant) en 2017. Autre stratégie, la « socialisation » de la production, à entendre comme une division plus approfondie du travail. D'une part, Vatan rappelle qu'à l'échelle mondiale, nos exportations et importations dépendent de plus en plus de produits intermédiaires [2]. D'autre part, à l'échelle nationale, la part des salariés déclarant « dépendre » du travail d'un autre tend à doubler ou tripler entre 1984 et 2013 selon les catégories. Cette socialisation a du bon, puisqu'elle développe les capacités productives du prolétariat et une solidarité objective (à défaut d'être perçue comme telle) entre tous les travailleurs. Enfin, la classe capitaliste, grâce aux concentrations et à la socialisation de la production, pousse à la hausse le taux

[1] « De même que l'avion brûle du kérosène pour lutter contre la *Tendenz* à rester cloué au sol, le capitalisme dispose de nombreux instruments pour augmenter (ou conserver) le taux de profit moyen. [...] ce qu'il s'agit d'observer, ce n'est pas la trajectoire de l'avion, mais sa dépense en kérosène qui prouve sa tendance à tomber. » (p. 135-136).

[2] L'auteur se base sur Reshef et Santoni, 2020.

d'exploitation en mettant en concurrence les travailleurs, en profitant de l'absence de conscience de classe.

Le chapitre 2 dresse un portrait du prolétariat français. Un important plaidoyer souligne l'appartenance des cadres à ce prolétariat, ceux-ci étant loin de constituer une « classe tampon » [3]. Ils sont bien dans une nécessité de travailler pour consommer autre chose que ce qu'ils produisent. Et surtout, leur enrichissement ne dépend pas de l'appauvrissement des autres prolétaires (il n'y a donc pas « lutte » entre cadre et ouvrier). De fait, les écarts de rémunération entre salariés restent assez mesurés, d'autant qu'ils tendent à se compresser. Les cadres, notamment, forment de moins en moins un groupe privilégié au sein du salariat (même si Vatan ne nie pas les inégalités sociales qui demeurent, comme sur l'espérance de vie). Cette lecture pourrait alimenter celle de la « banalisation » des cadres (Bouffartigue, 2001). Vatan rejette hors du prolétariat les seuls 1 % des salariés les plus riches (les « Kapos »), dont la rémunération est basée sur l'augmentation du taux d'exploitation, sans produire eux-mêmes. Vatan explique la transformation de la structure socio-professionnelle où le tertiaire et les professions intellectuelles prennent une plus grande importance. Le motif est à trouver dans les délocalisations industrielles, certes, mais surtout dans un développement inédit de la socialisation de la production, vers des services qui permettent la circulation des marchandises (qu'il ne suffit pas de produire, mais aussi de réaliser, par la vente). C'est un développement de la division du travail qui explique la tertiarisation et l'élévation du niveau de qualification. Les activités du tertiaire ne remplacent pas celle de l'industrie, mais en sont un prolongement. Les prolétaires changent de métier, mais restent des prolétaires.

Le propos est intéressant pour le chapitre de Terminale relatif à la structure sociale. On y trouve un point de vue marxiste sur la pertinence actuelle des classes et une explication des transformations de la structure. Ajoutons aussi un exemple d'analyse marxiste du rôle de l'école, qui vise plus à former qu'à éduquer (p. 67).

Enfin, le chapitre 3 montre que l'exploitation capitaliste développe des « formes détournées », c'est-à-dire hors du travail. Vatan insiste sur le rôle de la concentration financière et de l'inflation dans le secteur immobilier (masquée par l'Insee), qui ponctionnent de manière inédite le prolétariat. L'auteur remarque aussi l'envolée des « dépenses contraintes » pour les ménages. Or, ces dépenses sont une avance en capital directement assumée par les prolétaires : l'autoroute privatisée est initialement financée par les impôts, les dépenses de carburant, téléphone, internet, servent à travailler pour le compte du capitaliste. Surtout, l'appareil d'État se place de manière inédite au chevet des entreprises, par ses aides et ses commandes publiques.

Dans le fond, que l'on soit convaincu ou non par la loi de la baisse tendancielle du taux de profit n'est pas l'essentiel ici. Cet ouvrage permet de tirer un constat synthétique des traits principaux du capitalisme contemporain et des situations de classe. L'analyse marxiste y est rafraîchissante. On regrettera à la rigueur quelques commentaires ironiques sur les cadres qui, contrairement aux ouvriers, ne savent même pas bricoler et ont visiblement tous manqué de jugement en votant Macron contre leur intérêt de classe [4]. Plus largement, l'ambition de contribuer ici à une conscience de classe du prolétariat français est fragilisée par un raisonnement qui reste encore difficile d'accès.

[3] Une partie de la sociologie place les cadres hors du prolétariat du fait d'une position d'autorité, comme chez Bihr, 1989.

[4] Pour une analyse plus mesurée du potentiel contestataire des cadres, voir Flocco, 2015.

Bibliographie

Bihr, A., 1989, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, Paris, L'Harmattan.

Bouffartigue, P., 2001. « Les transformations d'un salariat de confiance », in **Bouffartigue P.**, *Cadres : la grande rupture*, Paris, La Découverte, p. 35-49.

Flocco, G., 2015, *Des dominants très dominés. Pourquoi les cadres acceptent leur servitude*, Paris, Raisons d'agir.

Piton S., Vatan A., 2018, « Le partage de la valeur ajoutée : un problème capital », in **Cepii**, *L'économie mondiale 2019*, Paris, La Découverte, p. 67-81.

Reshef A., Santoni G., 2020, « Chaînes de valeur mondiales et dépendances de la production française », *Lettre du CEPII*, n° 409.